faite dans un moment où la plaie saignoit encore. Le parlement fut ajourné, et l'on voulut donner au ressentiment public le tems de s'appaiser. Je ne vois pas pourquoi l'on s'opposeroit maintenant à l'examen que je propose. . . . . Le marquis de Cornwallis a dit, à l'ouverture du parlement d'Irlande, que l'expédition de Hollande avoit eu les plus heureux résultats, et qu'elle avoit préservé l'Irlande d'une invasion. A l'entendre, le principal objet de cette expédition n'étoit pas de délivrer les hollandais du joug de la France ; de rendre à la maison d'Orange ses droits, de protéger la religion, de défendre l'ordre social ? mais de prendre quelques vaisseaux de guerre hollandais ; c'est pour une acquisition de cette importance que nous avons stipendié la magnanimité de l'empereur de Russie, que nous avons mis en mouvement nos forces militaires, et que nous avons abusé de nos ressources en finance.

J'ai tort de dire que cet avantage est le seul que nous ait procuré cette fameuse expédition. Nous y avons fait trois découvertes importantes : la première est, qu'il ne faut pas se fier à la connoissance de la *nature humaine* du chancelier de l'échiquier ; la seconde, que la Hollande est un pays coupé par des digues, des fossés et des canaux ; et la troisième que la mer n'y est pas aussi tenable en octobre qu'en juin. . . . . Quant à la prise de la flotte hollandaise, je ne crois pss que nous puissions nous en glorifier. On dit qu'elle a préservé l'Irlande d'une invasion ; mais on devroit considérer les circonstances qui ont accompagné cette acquisition. Nous avons pris possession des vaisseaux hollandais, au nom du stathouder. Y laisserons-nous les équipages qui nous les ont livrés, en se révoltant contre leurs officiers, et les employerons-nous pour le stathouder ? Si nous le faisons, ce n'est donc pas une augmentation de marine pour nous. Quand je réfléchis sur les moyens employés pour cette opération, loin de la trouver aussi avantageuse, je la considère comme très-dangereuse, sous le rapport de l'exemple. . . . . Je tremble, en voyant des équipages délibérer en présence d'une flotte anglaise ; je redoute l'exemple donné par des matelots qui décident de la cause que doit embrasser leur pays, au lieu de se battre pour lui. J'augure assez bien de notre marine pour croire que la contagion ne la gagnera pas. Mais, je voudrois qu'on suivit la doctrine de l'amiral Blake, qui disoit à ses matelots, que leur devoir étoit de se battre pour leur pays, dans quelques mains que se trouvât le gouvernement. L'exemple de la flotte hollandaise prouve qu'il est possible qu'on réussisse, à force d'artifice, à engager notre propre marine à des actions, que la nation entière désapprouveroit. . . . . Supposons que l'amiral Story eût résisté à l'esprit de mutinerie et de désobéissance : supposons qu'il eût fait ce que Ruyter auroit fait dans une situation pareille, et qu'il eût péri en défendant l'autorité, eussiez-vous permis à vos marins d'accueillir avec amitié les équipages hollandais, teint du sang de leur amiral et de leurs officiers ?

Dira-t-on que si les officiers Hollandais n'avoient pas manqué de vigueur, l'événement n'auroit pas eu lieu ? L'exemple n'est pas moins dangereux ; nous connoissons tous combien une une pareille violence est funeste pour la discipline. Quand on parle de l'esprit de notre marine et de la nécessité de l'entretenir, qu'il ne soit permis de dire quelques mots sur les manœuvres permises pendant long-tems, et dont l'effet devoit être de le corrompre. (Ici M. Shéridan fait allusion au système, qu'on avoit embrassé, d'envoyer à bord de la flotte les Irlandais-Unis, et il fait voir qu'on ne pouvoit rien imaginer de plus pernicieux.) Convaincu de la nécessité de maintenir l'esprit de notre marine, je ne puis partager le sentiment de ceux qui regardent cette acquisition comme très-importante pour nous. Voyons ce que nous avons gagné, ce que nous avons perdu, et nous reconnoîtrons que la balance est à notre désavantage. Le résultat de la dernière expédition a décrédité nos conseils, déshonoré nos opérations. Nous ne pouvons plus parler de rétablir la maison d'Orange. La situation de cette famille est plus désespérée que jamais. Ses ennemis sont plus puissans, ses partisans sont abattus.

Je ne vois pas, dit M. Shéridan, ce qui auroit pu nous mériter cet attachement des Hollandais dont on nous flattoit si agréablement. Lorsque, au tems de la guerre d'Amérique, les Hollandois se plaignirent de nos aggressions, on répondit à leurs griefs, en les représentant dans les discours publics et dans les proclamations comme un peuple épais et stupide..... Au commencement de la guerre présente, nous forçâmes les Hollandais à renoncer à leur neutralité, et à prendre une part active à la guerre, malgré eux, et même contre l'avis des amis les plus sincères de la maison d'Orange.

Lorsqu'ils furent engagés dans la querelle, nous ne nous trouvâmes pas en état de les protéger au moment du danger. D'alliés qu'ils étoient, ils devinrent nos ennemis ; mais avant ce changement, quel témoignage d'affection avons-nous donné à la Hollande ? En donnant un asyle chez nous, ainsi que nous le devions, au stathouder, nous l'avons considéré comme le souverain de la Hollande (il ne le fut jamais), et nous lui avons demandé son consentement pour nous emparer de tant de propriétés hollandaises. Etoit-ce le moyen de concilier à ce prince l'amour de sa nation ? A Lille, les conférences furent rompues, parce que les Français ne vouloient pas que pour compensation de leur propre aggrandissement, nous conservassions les conquêtes que nous avions faites aux dépens des Hollandais. . . . . .

A l'ouverture de l'expédition pour la délivrance de la Hollande, quels moyens avons-nous employés pour effacer les préventions qui y existoient contre notre désintéressement ? Lisez la proclamation de sir Ralph Abercrombie ; on y fait au peuple hollandais des tableaux délicieux du bonheur dont il jouira sous son ancien gouvernement ; mais on n'y dit pas un mot du cap de Bonne-Espérance, de Ceylan, de Trinquemale. Le ministre connoissoit bien peu la *nature humaine* des Hollandais, s'il espéroit de réussir avec de pareilles proclamations ; si, au lieu de leur faire de brillantes promesses, touchant la religion, l'ordre social, et leur ancien-gouvernement, on leur avoit dit : nous vous rendrons toutes vos colonies ; l'argument auroit été senti, et auroit pu produire des effets favorables ; au lieu de cela, que leur avons-nous dit ? « Soyez une nation » sans commerce ; reprenez votre ancien gouvernement ; soyez » une province d'Angleterre sous le gouvernement du stathou- » der ; voilà les bénédictions que nous vous promettons, » pourvu que vous concouriez avec nous pour les obtenir. »

Mais pouvons-nous croire que, si l'expédition eût réussi, les ministres eussent voulu rétablir l'ancien gouvernement de Hollande ? Rappelons-nous ce qui fut dit par un de nos grands hommes d'état qui parloit pour l'union législative de l'Irlande. Il représenta l'ancien gouvernement hollandais, comme foible, insuffisant, sans pouvoir pour sa propre défense ; et incapable d'aucune énergie, faute d'unité dans la puissance exécutive. C'étoit donc pour le rétablissement de ce gouvernement imbécille, incapable de se défendre, sans aucune utilité pour ses alliés, que le sang et les trésors de l'Angleterre devoient être prodigués. . . . . Certes, les ministres sont bien coupables d'avoir épuisé nos armées et nos ressources pour l'exécution d'un plan conçu légèrement, et concerté sans examiner les circonstances desquelles dépendoit nécessairement son succès.

En considérant le plan de cette expédition, depuis l'instant où il fut conçu, jusqu'à celui de son exécution, nous y trouvons tant de variations, d'incertitudes, qu'on ne peut supposer qu'il ait été embrassé, et suivi avec ensemble et unité dans les vues politiques. Ce plan peut dater du moment où l'empereur Paul professa son zèle pour la cause des souverains, zèle dont la Pologne peut donner une juste idée. Quelle a été la politique des ministres ? Quoiqu'ils eussent reconnu eux-mêmes que cette expédition devoit être un coup de main, et que son succès étoit fondé sur la surprise, le débarquement ne s'effectua que 7 mois après. Il paroît que ce tems avoit été employé à gagner le roi de Prusse. Quand on n'eut plus aucun espoir de ce côté, l'on conclut un traité avec la Russie, qui s'engagea à fournir 17,000 Russes pour l'expédition de Hollande. L'empereur Paul, avec cette magnanimité qui caractérise toutes ses transactions avec nous, consentit à employer quelques-uns de ses bâtimens, au transport de ses soldats en Angleterre, à condition qu'on lui donneroit une ample indemnité pour des vaisseaux, qui avoient été frêtés pour une autre expédition. Le débarquement se fit enfin au Helder.

Nous nous présentons en Hollande comme dans un pays ami. Une sommation est faite par le général Abercrombie au

---

PANORAMA, au Jardin des Capucines.

Ceux qui voudront voir la superbe vue de Paris et ses environs, qui a été si universellement admirée pour son effet prodigieux et sa vérité frappante, sont invités à se présenter avant le 15 ventose, parce que la rotonde sera alors fermée pour placer la ville de Toulon.

LOGOGRYPHE.

De tous les maux sortis de la boîte où Pandore
Trouva le châtiment de sa témérité,
Je ne suis pas le pire encore,
Mais je suis le plus redouté.
Aux bons, je dois ce juste hommage ;
J'excite la pitié dans leur cœur généreux :
En me plaignant leur bonté me soulage.
Mais des méchans, qui sont bien plus nombreux,
J'ai le mépris et la haîne en partage.
Vous savez tous, lecteurs, combien chez les Hébreux
La lèpre étoit jadis affreuse, abominable ;
Je ne ressemble en rien à ce fléau honteux,
Et l'on me fait subir un destin tout semblable ;
On évite en tous lieux mon aspect importun.
Vous conviendrez pourtant que je ne suis pas vice :
Las ! on me traiteroit avec moins d'injustice
Si j'avois l'honneur d'en être un.
Dans mes huit pieds on rencontre une pierre ;
L'ouvrier dont souvent elle lasse les bras ;
Un animal qui vit au centre de la terre ;
Une autre espèce à qui les chats
Ont toujours fait une cruelle guerre ;
Un fort bon mets, sur tout s'il est natif d'Amiens ;
Cet être précieux qui nous donne la soie ;
Dans ma tête seule je tiens
Une ville de France où l'on frappoit monnoie.
Voilà bientôt, lecteur, mon portrait achevé :
Dès qu'à mes yeux quelqu'un de vous se montre,
Les mains jointes, soudain l'œil au Ciel élevé,
J'affecte d'un dévot le maintien réservé ;
Et par une heureuse rencontre
Je porte dans mon sein le *Pater* et l'*Ave*.

Le mot de l'Enigme d'hier est *Billet-doux*.

ENCORE LA FEMME INVISIBLE.

Coffre de verre blanc, très transparent, dans lequel on entend parler une personne sans appercevoir la moindre partie de son corps.

Ce coffre, suspendu au plancher avec quatre fines chaînes, est placé devant une fenêtre. Il n'a aucune communication avec les murs.

Pour que la Femme invisible respire librement, et qu'on puisse entendre le bruit de sa respiration, le coffre a dans l'une de ses parties, une ouverture ronde qui contient un cornet de fer blanc ; en y portant la main, on sent la chaleur de son haleine. C'est par ce cornet qu'on l'interroge, et qu'on reçoit ses réponses aux demandes qu'on lui fait.

On peut la questionner si bas, que les curieux qui prêtent l'oreille la plus attentive, quoique n'ayant pas entendu la demande, sont tout surpris d'entendre une réponse juste et précise. Elle indique la couleur des habillemens ; elle désigne les objets qu'on présente à l'orifice du cornet, ainsi que leur forme et leur couleur.

A la demande de plusieurs physiciens et amateurs, on a retardé la clôture de la salle où l'on voit cette curiosité intéressante.

Le prix d'entrée est irrévocablement fixé à un franc 50 centimes, et ne sera pas diminué.

La salle est ouverte tous les jours, depuis une heure de l'après midi, jusqu'à 5 heures du soir ; elle est située dans la partie du Cloître-Saint-Germain-l'Auxerrois qui donne rue des Prêtres, n°. 40.

commandant hollandais, dans un style hautain et menaçant; il est évident que cette production ne venoit pas de cet estimable officier.... La réponse de l'officier batave fut fière. Quel contraste entre le ton présomptueux dont nous parlions à l'ennemi, au commencement de la campagne, et le ton suppliant que nous fûmes obligés d'employer en la finissant, pour sortir de ce mauvais pas! Les ministres disent que l'on ne peut pas faire la *paix* avec le gouvernement français : une fatale expérience nous a appris qu'on peut au moins faire une *convention* avec lui; car nous savons, par le témoignage de nos officiers mêmes, que l'ennemi sait observer un armistice. Pourquoi le général Abercrombie, voyant que les troupes bataves ne se rendoient pas sans coup-férir, comme les marins, ne les poussa-t-il pas avec vigueur, avant que les Français eussent paru? S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il avoit des ordres contraires, ou qu'il manquoit de choses nécessaires. Les charriots, en effet, manquèrent, même pour les blessés, qui furent exposés à périr, parce qu'on ne pouvoit leur porter les secours de la médecine; ceux que l'on avoit étoient si mal construits, si peu faits pour la route de la Hollande, que leur passage étoit tracé par leurs débris. Il n'y a pas de considération personnelle qui puisse empêcher de rechercher les entrepreneurs, les fournisseurs, etc., auxquels ces malheurs sont dûs.

Le 10 septembre, les Français et les Hollandais voulant prévenir l'arrivée de nos renforts, attaquent sir Ralph Abercrombie, et sont repoussés. Le duc d'Yorck arrive le 13. L'ennemi est attaqué à son tour le 19. L'attaque réussit du côté où combattoient les Anglais, et échoue du côté des Russes. Je ne ferai que quelques réflexions sur ces derniers. (Ces réflexions sont telles, que le journaliste anglais dit qu'il n'ose pas les répéter.) Le résultat de cette action fut la rentrée des troupes russes et anglaises dans leur première position. Les ministres instruits de ces revers, osèrent amener le roi au parlement, et S. M. y déclara qu'elle étoit remplie d'espoir sur le succès définitif de l'expédition. — Après l'action du 2 octobre, l'armée fit un mouvement en avant : cela passa pour une grande victoire. On rapporta qu'Alkmaer avoit ouvert ses portes, et qu'on le devoit à l'amitié des habitans. La vérité, cependant, étoit qu'un lieutenant, à la tête de quelques troupes, s'étant approché par hasard de la place, l'avoit trouvée sans moyens de défense, en avoit aussi-tôt donné avis, et qu'on y avoit envoyé des forces pour s'en emparer. Quelles furent les suites de cette opération? l'armée essaya d'avancer. Il y eut une action le 6, dans laquelle nous réclamâmes la victoire. Mais l'avantage étoit si peu important, que le 7 au soir, on commanda la retraite; et l'armée reprit sa première position à Shagen-Brug. La retraite se fit avec tant de précipitation, qu'on laissa sur les derrières quatre cents femmes et enfans. Les Français, ces hommes qu'on nous représente aujourd'hui comme cruels et perfides, habillèrent les enfans, et les renvoyèrent, avec les femmes, à notre quartier-général.

Enfin, au lieu de délivrer la Hollande, comme on s'en étoit si vivement flatté, l'armée fut obligée de capituler pour se sauver. Mon intention n'est pas d'accuser ceux qui ont signé cette capitulation. La nécessité les excuse. Nos troupes quittèrent la Hollande avec des sentimens d'indignation contre les Hollandais, par lesquels elles se croyoient outragées et trompées; en détestant nos alliés, à la mauvaise conduite desquels elles imputoient les désastres de cette campagne; enfin, pénétrées d'estime pour l'ennemi, qu'on leur avoit appris à abhorrer.

Dans des circonstances pareilles, il est nécessaire d'éplucher la conduite des ministres avec une attention plus qu'ordinaire. . . . . Sans doute, il n'y auroit pas d'avantage à montrer que l'administration de ce pays est confiée à des mains incapables; mais il y auroit un plus grand mal encore à prouver que les ministres sont trop puissans pour être contrôlés; que l'erreur est exempte de recherche, et la mauvaise conduite à l'abri de toute censure. Cet examen serviroit aussi à faire connoître à la chambre jusqu'à quel point elle doit mettre sa confiance dans les ministres, pour poursuivre la guerre contre les Français. Nous nous battons pour le rétablissement des Bourbons, et rien de plus. La question se termine par ces trois propositions : le peuple Français se donnera un gouvernement approuvé par les ministres de S. M., et il faudra du tems pour éprouver sa stabilité. Pendant ce tems, on emploiera toutes sortes de moyens hostiles pour renverser l'ouvrage. Il faut que Bonaparte montre, par l'évidence des faits, qu'il désire sincèrement la paix, pendant qu'il est de la politique des ministres de faire tous leurs efforts pour troubler son autorité, et de n'épargner aucune insulte pour provoquer son ressentiment.

Lisez le rapport publié dans la gazette de Pétersbourg, sur les différentes actions qui ont eu lieu en Hollande, et voyez si vous n'êtes pas appelés à venger l'honneur de l'armée britannique. Estimez-vous assez peu la gloire militaire de votre pays, pour souffrir qu'elle demeure ainsi flétrie à la face de l'Europe? Estimez-vous assez peu la réputation des braves officiers qui commandoient en Hollande, et celle de leurs soldats, pour laisser sans réponse le libelle du général d'Essen?

Procédez à un examen qui fera connoître les vrais coupables, et les notera d'infamie. Vous le devez à la loyauté de la nation britannique, au courage de votre armée; vous le devez à l'honneur des vivans, à la mémoire des morts. Je demande que la chambre se forme en comité général, pour examiner les causes de la non-réussite de la dernière expédition de Hollande.

(*Demain le discours de M. Dundas.*)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARIS, 1 ventose.

— On mande de Pétersbourg, 24 janvier (4 pluviose : Le jour où l'empereur Paul I se décora, pour la première fois, de l'ordre de Saint-Lazare, S. M. I. dit aux personnes de sa cour : *Je l'ai reçu d'un ami malheureux.*

— De Hambourg, 9 février, (20 pluviose) : Le marquis d'Autichamp, que les papiers anglais avoient fait arriver à Londres, pour commander la cavalerie de l'armée russe, sous les ordres du comte de Vioménil, vient de recevoir une seconde fois sa démission. *Nota.* Sa brouillerie avec M. de Vioménil, depuis la rupture entre le ci-devant prince de Condé et cet officier, rendoit en effet peu vraisemblable que Paul I eût choisi deux ennemis pour commander la même armée.

— De Munich, 9 février (20 pluviose : Le ministère anglais a déja fourni deux cent mille livres sterling, pour l'achat des équipages de campagne nécessaires au corps de troupes bavaroises, qu'elle a pris à sa solde.

— De Gênes, 3 féveier (14 pluviose) : On dit ici, depuis hier, que les ex-consuls romains, Mathei et Laccomini ont été condamnés à mort et exécutés.

— De Berne, 13 février (24 pluviose) : On s'occupe beaucoup, en cette ville, d'un démêlé survenu entre le général Mont-Choisy et le représentant du peuple Nucé. Ce dernier a, dit-on, adressé au général des propos très-durs. Le général français en a demandé satisfaction au gouvernement helvétique, qui a porté l'affaire au corps législatif.

— De Bâle, 11 février (20 pluviose) : L'ex-directeur Ochs vient de quitter cette ville; il se rend d'abord à Strasbourg, d'où il passe à Paris, et de-là, dit-on, en Amérique. *Nota.* Il est en ce moment à Paris.

— De Nice, 4 février, (15 pluviose) : Le bruit se répand que les places de Tortone, de Coni et d'Alexandrie ont été remises aux troupes du roi de Sardaigne. *Nota.* Cette nouvelle

---

allée du bureau de loterie, au 2e. au-dessus de l'entresol.

Quoique plusieurs personnes ayent demandé à interroger la Femme invisible à d'autres heures qu'à celles indiquées ci-dessus, l'auteur de l'invention n'a pu se rendre à leurs vœux, dans la crainte de porter trop loin la fatigue de la personne qui se consacre à cette expérience.

Ephémérides politiques et littéraires.

TABLEAU DU 21 FÉVRIER.

L'an 1513, le 21 février, mort du pape Jules II.

Jules II, (Julien de la Rovère) un des papes les plus célèbres qui aient occupé le saint siège, fut le successeur de Pie III; son histoire est plutôt celle d'un guerrier que d'un pontife. Le premier événement qui signala son pontificat, fut la construction de l'église de Saint-Pierre de Rome; il en posa la première pierre en 1506. Cet édifice, un des plus beaux que les hommes aient élevés à la divinité, fut bâti sur le Vatican, à la place de l'église construite par Constantin.

Jules II, qui, comme ses prédécesseurs, auroit voulu chasser tous les étrangers de l'Italie, cherchoit à renvoyer tous les Français au de-là des Alpes; mais il vouloit auparavant que les Vénitiens lui remissent les villes qu'Alexandre VI avoit prises sur eux, et dont ils s'étoient ressaisis après la mort de ce pontife. Les Vénitiens voulurent garder leurs conquêtes. Jules II s'en vengea, en liguant toute l'Europe contre Venise. Cette ligue, connue sous le nom de *ligue de Cambray*, fut signée en 1508, entre le pape, l'empereur Maximilien, le roi de France Louis XII, et le roi d'Arragon, Ferdinand le catholique. Les Vénitiens réduits à l'extrémité, excommuniés par le pontife romain, et battus par les autres puissances, demandèrent grâce, et l'obtinrent à des conditions assez dures. Jules II leur donna l'absolution le 25 février 1510; cette absolution leur coûta une partie de la Romagne.

d'ailleurs, parce qu'ils avoient traversé son élévation au pontificat, se ligua contre eux la même année avec les Suisses, le roi d'Arragon, et Henri VIII, roi d'Angleterre. Il n'étoit pas de l'intérêt des Anglais de faire la guerre à la France; ils y furent entraînés par une *galeasse chargée de vins grecs, de fromages et de jambons*, que le pape envoya à Londres, précisément à l'ouverture du parlement. Le roi et les membres des communes et de la chambre haute, à qui l'on distribua ces présens, furent si charmés de l'attention généreuse de Jules II, qu'ils s'empressèrent de servir son ressentiment. Le pape ne trouvant aucun prétexte de rupture ouverte avec Louis XII, fit demander à ce prince quelques villes sur lesquelles le saint siège prétendoit avoir des droits: Louis les refusa et fut excommunié. La guerre commença vers Bologne et vers le Ferrarais. Le pape assiégea la Mirandole en personne. On vit ce pontife septuagénaire, le casque en tête et la cuirasse sur le dos, visiter les ouvrages, presser les travaux, et entrer en vainqueur par la brèche, le 20 juin 1511. Sa fortune changea tout-à-coup; Trivulce, général des troupes françaises, s'empara de Bologne; l'armée papale et celle des Vénitiens furent mises en déroute. Jules, obligé de se retirer à Rome, eut le chagrin de voir, en passant a Rimini, les placards affichés pour intimer l'indiction du concile-général de Pise. Louis XII excommunié, en avoit appelé à cette assemblée, qui inquiéta beaucoup le pape. Après diverses citations, il fut déclaré suspens par contumace, dans la huitième session tenue le 21 avril 1512. Ce fut alors que Jules ne gardant aucune mesure, mit le royaume de France en interdit, et délia les sujets du serment de fidélité. Louis XII irrité, fit excommunier à son tour Jules II, et fit battre des pièces de monnoie, qui portoient aux revers : *Perdam Babylonis nomen*; «Je détruirai jusqu'au nom de Babylone.»

Jules opposa au concile de Pise celui de Latran. C'est dans ce concile qu'il donna ce fameux décret par lequel il transférait le pouvoir